

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 1375

[C — 2008/29233]

**14 MAART 2008.** — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij de beslissing van 28 januari 2004 van de Centrale Paritaire Commissie voor de gesubsidieerde confessionele vrije psycho-medisch-sociale centra betreffende de oprichting en de regels voor de werking van het Verzoeningsbureau, verbindend wordt verklaard**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid op artikel 112;

Gelet op de aanvraag van de Centrale paritaire Commissie voor de gesubsidieerde confessionele vrije psycho-medisch-sociale centra;

Op de voordracht van de Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2008,

Besluit :

**Artikel 1.** De bijgevoegde beslissing van 28 januari 2004 van de Centrale paritaire Commissie voor de gesubsidieerde confessionele vrije psycho-medisch-sociale centra betreffende de oprichting en de regels voor de werking van het Verzoeningsbureau, wordt verbindend verklaard.

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 februari 2004.

**Art. 3.** De Minister bevoegd voor het statuut van de leden van het technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 maart 2008.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs,  
Mevr. M. ARENA  
De Minister van Ambtenarenzaken,  
M. DAERDEN

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2008 — 1376

[C — 2008/29226]

**20 MARS 2008.** — **Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 127 et 129 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, spécialement l'article 1<sup>er</sup>;

Vu le décret spécial du 13 juillet 1999 visant à augmenter le nombre maximum de membres du Gouvernement de la Communauté française en exécution des articles 123, § 2, de la Constitution et 63, § 4, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée par la loi du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité qu'a le Gouvernement de la Communauté française, constitué en application de l'article 60 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 précitée, d'assurer la continuité du service public;

Sur proposition du Ministre-Président;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 20 mars 2008,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1. "Ministre" : un Ministre, Membre du Gouvernement de la Communauté française;
2. "Loi spéciale" : la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, spécialement l'article 1<sup>er</sup>.

**Art. 2.** M. Rudy Demotte, Ministre-Président, est compétent pour :

1. la coordination de la politique gouvernementale et celle de sa communication;
2. les relations intra-belges;
3. la saisine, au nom du Gouvernement, du Comité de concertation Gouvernement fédéral - Gouvernement des Communautés et des Régions;
4. les relations avec le Parlement;
5. la coordination de la politique dans le domaine de l'égalité des chances et l'interculturalité;
6. la gestion des bâtiments administratifs;
7. la répartition des moyens de la loterie;
8. la coordination de la task force administrative composée des représentants des administrations, des pararégionaux et autres organismes publics ou parapublics concernée par le plan stratégique de développement du capital humain, des connaissances et des savoir-faire.

**Art. 3.** Mme Marie-Dominique Simonet, Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales, est compétente pour :

1. les relations internationales et européennes;
2. l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, en ce compris :
  - 1) l'enseignement universitaire;
  - 2) la recherche scientifique;
  - 3) les crédits de recherches fondamentales provenant des S.P.P.S., de la Santé publique, des Affaires économiques et ceux destinés au F.N.R.S. et à l'I.R.S.I.A.;
  - 4) l'enseignement supérieur non universitaire, de type court et de type long;
  - 5) l'enseignement artistique de niveau supérieur, y compris les conservatoires;
  - 6) les statuts du personnel de l'enseignement supérieur;
  - 7) les allocations et prêts d'études;
  - 8) l'encouragement à la formation des chercheurs;
  - 9) l'Académie royale des Sciences.

**Art. 4.** M. Michel Daerden, Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports est compétent pour :

1. le budget de la Communauté française;
2. les finances de la Communauté française;
3. la fonction publique;
4. l'informatique administrative, la simplification administrative et l'e-government;
5. la fonction publique des organismes d'intérêt public;
6. les sports en ce compris la lutte contre le dopage.

**Art. 5.** M. Christian Dupont, Ministre de l'Enseignement obligatoire est compétent pour l'Enseignement, tel que défini à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la Constitution, en ce compris :

1. l'enseignement fondamental;
2. l'enseignement secondaire;
3. les bâtiments scolaires;
4. la matière définie à l'article 4, 11<sup>o</sup>, de la loi spéciale à l'exception des missions confiées à l'O.N.E.;
5. la reconversion et le recyclage professionnels;
6. l'enseignement à distance, l'enseignement artistique à horaires réduits;
7. l'enseignement artistique de niveau secondaire;
8. l'inspection de l'enseignement;
9. les activités parascolaires, les auxiliaires de l'enseignement et l'information;
10. la formation postscolaire et parascolaire;
11. les statuts des personnels de l'enseignement obligatoire et de promotion sociale, à l'exception de l'enseignement supérieur;
12. la formation intellectuelle, morale et sociale;
13. les centres psycho-médico-sociaux;
14. l'enseignement spécialisé;
15. les écoles européennes;
16. l'orientation scolaire;
17. le pilotage interréseaux.

**Art. 6.** Mme Fadila Laanan, Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel est compétente pour :

1. la radiodiffusion et la télévision, à l'exception de l'émission des communications du Gouvernement fédéral;
2. le soutien à la presse écrite;
3. la médiathèque et services similaires;
4. l'aide au cinéma;
5. les matières culturelles, telles que :
  - 1) les beaux-arts;
  - 2) la défense et l'illustration de la langue;
  - 3) les bibliothèques;
  - 4) la formation artistique.
- 5) les centres d'expression et de créativité;
- 6) le patrimoine culturel, les musées et les autres institutions scientifiques culturelles;
- 7) l'éducation permanente et l'animation culturelle;
- 8) la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale.

**Art. 7.** Mme Catherine Fonck, Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la jeunesse et de la Santé, est compétente pour les matières suivantes :

1. L'aide aux personnes visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, II, de la loi spéciale et ce, sans préjudice de l'article 138 de la Constitution et des décrets pris en exécution de celui-ci;
2. les centres de vacances, notamment pour ce qui concerne les matières définies aux articles 4 et 5 de la loi spéciale et ce, sans préjudice de l'article 138 de la Constitution et des décrets pris en exécution de celui-ci;
3. l'Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.);
4. l'accueil de l'Enfance;
5. la politique de la santé visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, I, de la loi spéciale et ce, sans préjudice de l'article 138 de la Constitution et des décrets pris en exécution de celui-ci.

**Art. 8.** M. Marc Tarabella, Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale est compétent pour la politique de la jeunesse et l'Enseignement de promotion sociale.

**Art. 9.** Chaque Ministre du Gouvernement est compétent pour les matières de recherche scientifique appliquée dans les limites de ses attributions.

Chaque Ministre a autorité sur le personnel de l'Administration relevant de ses attributions.

**Art. 10.** Les projets de décrets et les arrêtés, délibérés en Gouvernement, sont signés par le Ministre qui a, dans ses attributions, la matière qui fait l'objet du projet de décret ou de l'arrêté.

Les arrêtés et décisions du Gouvernement, en matière de Fonction publique des organismes d'intérêt public, sont signés, conjointement, par le Ministre chargé de la Fonction publique et le ou les Ministre(s) exerçant la tutelle sur les organismes d'intérêt public concernés.

Les arrêtés et décisions du Gouvernement, en matière de statut des personnels de l'Enseignement, sont cosignés par les Ministres responsables et le Ministre chargé de la Fonction publique.

**Art. 11.** Dans le cas où une délégation a été accordée, conformément à l'arrêté portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, les arrêtés sont signés par le Ministre auquel cette délégation a été accordée.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un Ministre, celui-ci peut désigner le Ministre habilité à signer en son nom et pour son compte.

**Art. 12.** La signature des décrets et arrêtés peut reprendre, dans le titre du Ministre, la seule mention relative à la matière qui fait l'objet des décrets et arrêtés.

Les décrets et arrêtés du Gouvernement sont contresignés par le Ministre-Président.

**Art. 13.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 2007 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française est abrogé.

**Art. 14.** Le présent arrêté produit ses effets à dater du 20 mars 2008.

**Art. 15.** Les Ministres sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 20 mars 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente,  
Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président,  
Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,  
Ch. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
M. TARABELLA

—————  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 1376

[C — 2008/29226]

**20 MAART 2008. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de artikelen 127 en 129 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatsstructuur, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het bijzonder decreet van 13 juli 1999 houdende verhoging van het maximaantal leden van de Regering van de Franse Gemeenschap ter uitvoering van de artikelen 123, § 2, van de Grondwet en 63, § 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de bijzonder dringende noodzakelijkheid om, voor de Regering van de Franse Gemeenschap, samengesteld met toepassing van artikel 60 van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, voor de continuïteit van de openbare dienst te zorgen;

Op de voordracht van de Minister-President;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 maart 2008,

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

1. "Minister" : een Minister, Lid van de Regering van de Franse Gemeenschap;
2. "Bijzondere wet" : de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op artikel 1.

**Art. 2.** De heer Rudy Demotte, Minister-President, is bevoegd voor :

1. de coördinatie van het regeringsbeleid en van de mededelingen in verband daarmee;
2. de intra-Belgische betrekkingen;
3. het aanhangig maken van conflicten, in naam van de Regering, bij het Overlegcomité Federale Regering - Regering van de Gemeenschappen en Gewesten;
4. de betrekkingen met het Parlement;
5. de coördinatie van het beleid op het gebied van gelijke kansen en interculturele betrekkingen;
6. het beheer van de administratieve gebouwen;
7. de verdeling van de middelen van de loterij;
8. de coördinatie van de administratieve task force, samengesteld uit de vertegenwoordigers van de administraties, de pararegionale instellingen en andere openbare of para-openbare instellingen, betrokken bij het strategisch plan voor de ontwikkeling van de human resources, kennis en knowhow;

**Art. 3.** Mevr. Marie-Dominique Simonet, Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen, is bevoegd voor :

1. de internationale en Europese betrekkingen;
2. het hoger onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek, met inbegrip van :
  - 1) het universitair onderwijs;
  - 2) het wetenschappelijk onderzoek;
  - 3) de kredieten voor fundamenteel onderzoek, afkomstig uit de Diensten voor Programmatie van het Wetenschapsbeleid, uit Volksgezondheid en Economische Zaken, en de kredieten bestemd voor het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek en het Instituut tot Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw;
  - 4) het niet-universitair hoger onderwijs, van het korte type en het lange type;
  - 5) het kunstonderwijs van het hogere niveau, met inbegrip van de conservatoria;
  - 6) de statuten van het personeel van het hoger onderwijs;
  - 7) de studietoelagen en -leningen;
  - 8) de aanmoediging van de opleiding van vorsers;
  - 9) de "Académie royale des Sciences".

**Art. 4.** De heer Michel Daerden, Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport, is bevoegd voor :

1. de begroting van de Franse Gemeenschap;
2. de financiën van de Franse Gemeenschap;
3. de ambtenarenzaken;
4. de administratieve informatica, de administratieve vereenvoudiging en de e-government;
5. de ambtenarenzaken van de instellingen van openbaar nut;
6. de sport, met inbegrip van dopingbestrijding.

**Art. 5.** De heer Christian Dupont, Minister van Leerplichtonderwijs, is bevoegd voor het Onderwijs, zoals bepaald in artikel 127, § 1, eerste lid, 2°, van de Grondwet, met inbegrip van :

- 1) het basisonderwijs;
- 2) het secundair onderwijs;
- 3) de schoolgebouwen;
- 4) de aangelegenheid bepaald in artikel 4, 11°, van de bijzondere wet, met uitzondering van de opdrachten toegewezen aan de O.N.E.;
- 5) de beroepsomscholing en -bijscholing;
- 6) het afstandsonderwijs, het kunstonderwijs met beperkt leerplan;
- 7) het kunstonderwijs van het secundair niveau;
- 8) de inspectie van het onderwijs;
- 9) de bijschoolse activiteiten, de hulpmiddelen voor het onderwijs en de informatie;

- 10) de post- en parascolaire vorming;
- 11) de statuten van het personeel van het leerplichtonderwijs en van het onderwijs voor sociale promotie, met uitzondering van het personeel van het hoger onderwijs;
- 12) de intellectuele, morele en sociale vorming;
- 13) de psycho-medisch-sociale centra;
- 14) het gespecialiseerd onderwijs;
- 15) de Europese scholen;
- 16) de schooloriëntatie;
- 17) de netoverschrijdende sturing.

**Art. 6.** Mevr. Fadila Laanan, Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector, is bevoegd voor :

1. de radio-omroep en de televisie, met uitzondering van het uitzenden van mededelingen van de Federale Regering;
2. hulp aan de geschreven pers;
3. de mediatheek en de soortgelijke diensten;
4. steun aan de filmsector;
5. de culturele aangelegenheden, zoals :
  - 1) de schone kunsten;
  - 2) de bescherming en de luister van de taal;
  - 3) de bibliotheken;
  - 4) de artistieke vorming.
  - 5) de centra voor expressie en creativiteit;
  - 6) het cultureel patrimonium, de musea en de andere culturele wetenschappelijke instellingen;
  - 7) de permanente opvoeding en de culturele animatie;
  - 8) het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

**Art. 7.** Mevr. Catherine Fonck, Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid, is bevoegd voor de volgende aangelegenheden :

1. de bijstand aan personen bedoeld in artikel 5, § 1, II, van de bijzondere wet, onverminderd artikel 138 van de Grondwet en de ter uitvoering van dat artikel aangenomen decreten;
2. de vakantiecentra, inzonderheid voor de aangelegenheden bepaald in de artikelen 4 en 5 van de bijzondere wet, onverminderd artikel 138 van de Grondwet en de ter uitvoering van dat artikel aangenomen decreten;
3. de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (O.N.E.) (Dienst voor Geboorte en Kind);
4. de opvang van jonge kinderen;
5. het gezondheidsbeleid bedoeld in artikel 5, § 1, I, van de bijzondere wet, onverminderd artikel 138 van de Grondwet en de ter uitvoering van dat artikel aangenomen decreten.

**Art. 8.** De heer Marc Tarabella, Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie, is bevoegd voor het jeugdbeleid en het onderwijs voor sociale promotie.

**Art. 9.** Iedere Minister van de Regering is bevoegd voor het toegepast wetenschappelijk onderzoek binnen de perken van zijn bevoegdheden.

Iedere Minister oefent het gezag uit op het personeel van het bestuur dat onder zijn bevoegdheden ressorteert.

**Art. 10.** De ontwerpen van decreet en de in de Regering overlegde besluiten worden ondertekend door de Minister tot wiens bevoegdheid de aangelegenheid waarop het ontwerp van decreet of het besluit betrekking heeft, behoort.

De besluiten en beslissingen van de Regering, voor de ambtenarenzaken van de instellingen van openbaar nut, worden gezamenlijk ondertekend door de Minister belast met ambtenarenzaken en de Minister(s) die het toezicht uitoefent/uitoefenen op de betrokken instellingen van openbaar nut.

De besluiten en beslissingen van de Regering, inzake het statuut van het onderwijspersoneel, worden gezamenlijk ondertekend door de verantwoordelijke Ministers en door de Minister belast met ambtenarenzaken.

**Art. 11.** Ingeval een delegatie werd verleend overeenkomstig het besluit houdende regeling van de werking van de Regering, worden de besluiten ondertekend door de Minister aan wie deze delegatie werd verleend.

Bij afwezigheid of verhindering van een Minister kan deze de Minister aanwijzen die gemachtigd is om in zijn naam en opdracht te tekenen.

**Art. 12.** De ondertekening van de decreten en besluiten kan, in de titel van de Minister, alleen de vermelding bevatten van de aangelegenheid waarop de decreten en besluiten betrekking hebben.

De decreten en besluiten van de Regering worden door de Minister-Presidente medeondertekend.

**Art. 13.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juli 2007 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

**Art. 14.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 20 maart 2008.

**Art. 15.** De Ministers worden, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 20 maart 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-Présidente,  
Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President,  
Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,  
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,  
Ch. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
M. TARABELLA

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 1377

[2008/201354]

#### 17 AVRIL 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 2003 portant création d'un Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment l'article 6bis, § 1<sup>er</sup>;

Vu le décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui concerne le Conseil économique et régional pour la Wallonie, la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne;

Vu l'arrêté du 10 juillet 2003 portant création d'un Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes, notamment l'article 9;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 7 avril 2008;

Considérant la nécessité d'optimiser le fonctionnement du Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes;  
Sur la proposition du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 2003 portant création d'un Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes est remplacé par le texte suivant: "Le Conseil transmet ses avis et recommandations au Gouvernement wallon, dans un délai de trente jours à dater de la demande de remise d'avis".

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2008.

**Art. 3.** Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 avril 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
D. DONFUT

### ÜBERSETZUNG

### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 1377

[2008/201354]

#### 17. APRIL 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 2003 zur Errichtung eines "Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes" (Wallonischer Rat für die Gleichstellung von Mann und Frau)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, in seiner durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung, insbesondere des Artikels 6bis, § 1;